



**Rapport du gouvernement fédéral
sur le dialogue avec les citoyens
sur l'avenir de l'Europe**

Table des matières

I.	Dialogue avec les citoyens sur l'avenir de l'Europe	
	1. Introduction et contexte.....	2
	2. Parlons d'Europe – le dialogue citoyen en chiffres.....	6
	3. Diversité des dialogues.....	8
	4. Évaluation scientifique du dialogue avec les citoyens.....	11
II.	Les résultats du dialogue avec les citoyens sur l'avenir de l'Europe	
	1. Ce qui est important pour les citoyens.....	12
	2. Conception institutionnelle de l'Union européenne.....	14
	3. Les domaines politiques centraux.....	15
	4. Valeurs morales.....	23
III.	Conclusions pour la politique européenne	
	1. Dimension institutionnelle et valeurs.....	26
	2. Questions pratiques.....	27
IV.	Résumé et perspectives.....	29
VI.	Annexes.....	30

I. Dialogue avec les citoyens sur l'avenir de l'Europe

1. Introduction et contexte

L'Europe vit d'un dialogue ouvert, qui va de l'échange libre des points de vue au débat politique, en passant par des questionnements critiques. Ce dialogue est un élément central de la construction de la volonté politique des Européens et donc de notre société européenne ouverte. On ne peut pas envisager la démocratie sans dialogue. Ce dernier est donc un pilier de la communauté de valeurs européenne.

Les décisions fondamentales à propos de l'Europe doivent, elles aussi, être précédées d'un dialogue qui commence par des échanges démocratiques au sein des États membres. Le dialogue apporte une contribution importante pour maintenir en vie la vision européenne et renforcer la légitimité des institutions européennes. En effet, il permet d'intégrer les idées et les souhaits des citoyens dans les considérations sur l'évolution de l'Union européenne.

Dans cette optique, les États membres de l'Union européenne – à l'exception du Royaume-Uni – ont décidé d'un commun accord au printemps 2018 de mener dans l'ensemble de l'Union européenne des dialogues citoyens sur l'avenir de l'Europe. Ce débat devait donner la parole au plus grand nombre de citoyens possible. Les partis au gouvernement **CDU, CSU et SPD ont inscrit cet objectif dans leur accord de coalition** pour la dix-neuvième législature dans les termes suivants :

« Nous voulons que l'Allemagne s'engage activement dans le débat sur l'avenir de l'UE et pour le renforcement de l'intégration européenne, et nous voulons que les citoyennes et les citoyens participent au débat sur les réformes en Europe par le biais de dialogues publics à travers tout le pays. »

Des questions fondamentales ont été posées dans chacun des États membres : dans quelle direction l'Europe doit-elle évoluer ? Comment améliorer le partenariat européen ? Qu'est-ce qui doit changer ? Et enfin : comment les différents points

de vue sur l'Europe peuvent-ils être conciliés pour parvenir à une définition commune de l'Europe du futur ?

Le gouvernement fédéral est convaincu que ces questions ne doivent pas être uniquement discutées dans les sphères politiques, économiques ou scientifiques. Les débats sur l'avenir de l'Europe doivent être menés au sein même de la société. Le dialogue avec les citoyens sur l'avenir de l'Europe autour des avis, des préoccupations et des espoirs des citoyens poursuit donc cet objectif.

Puiser dans son expérience : le gouvernement fédéral dialogue avec les citoyens

Le gouvernement a pu s'appuyer sur diverses expériences passées pour mener ce dialogue : sur le « *Dialogue sur l'avenir de l'Allemagne* » (2011-2012), le dialogue « *Bien vivre en Allemagne – ce qui est important pour nous* » (2014-2016), ainsi que des séries de dialogues européens organisés par les ministères fédéraux, par exemple le ministère fédéral des Affaires étrangères et le ministère fédéral des Finances. De même, le « *Dialogue avec les citoyens sur l'avenir de l'Europe* » est un processus du gouvernement fédéral ouvert à tous les citoyens et à tous les sujets. Les participants ont pu décrire et discuter ouvertement de la manière dont ils perçoivent l'Europe et comment ils envisagent concrètement l'avenir de l'Europe – pour eux personnellement, pour l'Allemagne et pour l'Union européenne dans son ensemble.

Ensemble avec la société civile

La Chancelière fédérale, les ministres fédéraux, les ministres adjoints ainsi que les secrétaires d'État fonctionnaires et parlementaires¹ étaient personnellement présents pendant les dialogues du gouvernement fédéral avec les citoyens, ce qui a permis un échange direct au sujet de l'Europe. Les activités du gouvernement fédéral ont été complétées par des dialogues citoyens menés par des partenaires de la société civile. Parmi eux figuraient l'Association des universités populaires allemandes (*Deutscher*

¹ Pour découvrir les nombreux autres dialogues citoyens menés par des fonctionnaires des différents ministères fédéraux, voir page 9.

Volkshochschul-Verband), avec son réseau d'universités populaires dans tout le pays, et le Mouvement européen - Allemagne (*Europäische Bewegung Deutschland*).

Les partenaires de la société civile ont aidé le gouvernement fédéral à porter le dialogue sur l'avenir de l'Europe à tous les niveaux de la société. Des personnes venues de l'Allemagne entière et issues de différents milieux ont ainsi pu prendre part à ces dialogues.

Activités internationales et dialogues complémentaires des ministères

La Chancelière fédérale a animé le 30 mai un dialogue avec des étudiants de l'université de Porto, et le ministre des Affaires étrangères, Heiko Maas, s'est de son côté entretenu avec des citoyens à Poitiers le 16 octobre 2018.

En complément des dialogues avec les citoyens du gouvernement fédéral, de nombreux autres débats ont été proposés par de hauts fonctionnaires de différents ministères fédéraux. Pendant la tournée des **dialogues sur l'euro** du ministère fédéral des Finances, des dialogues sur l'avenir de l'euro, de l'union monétaire et du budget de l'UE ont été organisés dans des écoles et des établissements pour personnes âgées – plus de soixante rencontres en tout².

Le déroulement des dialogues citoyens

Les rencontres offraient la possibilité de partager les expériences positives et les avantages que les participants tiraient de l'existence de l'Europe, mais aussi les problèmes, les critiques et les souhaits formulés à l'égard de l'Union européenne et de la politique européenne du gouvernement fédéral. Le dialogue avec les citoyens n'était pas représentatif d'un point de vue scientifique. Cependant, en raison de la diversité des groupes y participant, il en est ressorti un tableau nuancé des priorités des citoyens allemands ainsi que des attentes et des défis politiques concernant l'avenir de l'Europe.

² Pour obtenir des renseignements complémentaires sur la tournée des dialogues sur l'euro, consulter le site www.eurodialogtour.de.

De même, grâce à la mobilisation des partenaires de la société civile, particulièrement des universités populaires décentralisées dans toute l'Allemagne et proches des citoyens, des dialogues citoyens ont eu lieu dans des grandes villes, des villes moyennes, tout comme dans des communes rurales. Ainsi, de nombreuses perspectives et idées ont pu être exprimées.

Le présent rapport du gouvernement fédéral montre que presque tous les aspects de l'Europe ont été abordés lors des dialogues citoyens : politique éducative, politique économique, travail et affaires sociales, politique migratoire et politique à l'égard des réfugiés, politique extérieure, politique de sécurité et de défense, changement climatique, politique financière et monétaire.

L'objectif du dialogue avec les citoyens était de s'appuyer sur les différents avis exprimés dans le pays pour dégager des principes opérationnels pour l'avenir de l'Union européenne et pour guider la politique européenne du gouvernement fédéral. Cela était valable tant pour les dialogues citoyens du gouvernement fédéral que pour les rencontres organisées par les partenaires de la société civile. Les débats menés dans le cadre de tous ces dialogues ont été résumés dans des protocoles auxquels ont été ajoutés les avis personnels des participants exprimés dans des questionnaires, puis évalués scientifiquement par un prestataire de services indépendant.

Le présent rapport présente les résultats nationaux des dialogues citoyens menés en Allemagne. Les résultats recueillis dans les différents États membres seront dans un deuxième temps regroupés au niveau européen. Ils seront complétés par un sondage en ligne de la Commission européenne et présentés ensemble au Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement. Le gouvernement fédéral s'engage pour que les dirigeants européens discutent des résultats en décembre 2018.

Ce rapport du gouvernement fédéral conclut une série de dialogues sur l'avenir de l'Europe. Cependant, il ne constitue pas un point final. Il apporte une contribution essentielle au débat social et politique qu'il faut continuer de mener sur l'avenir de

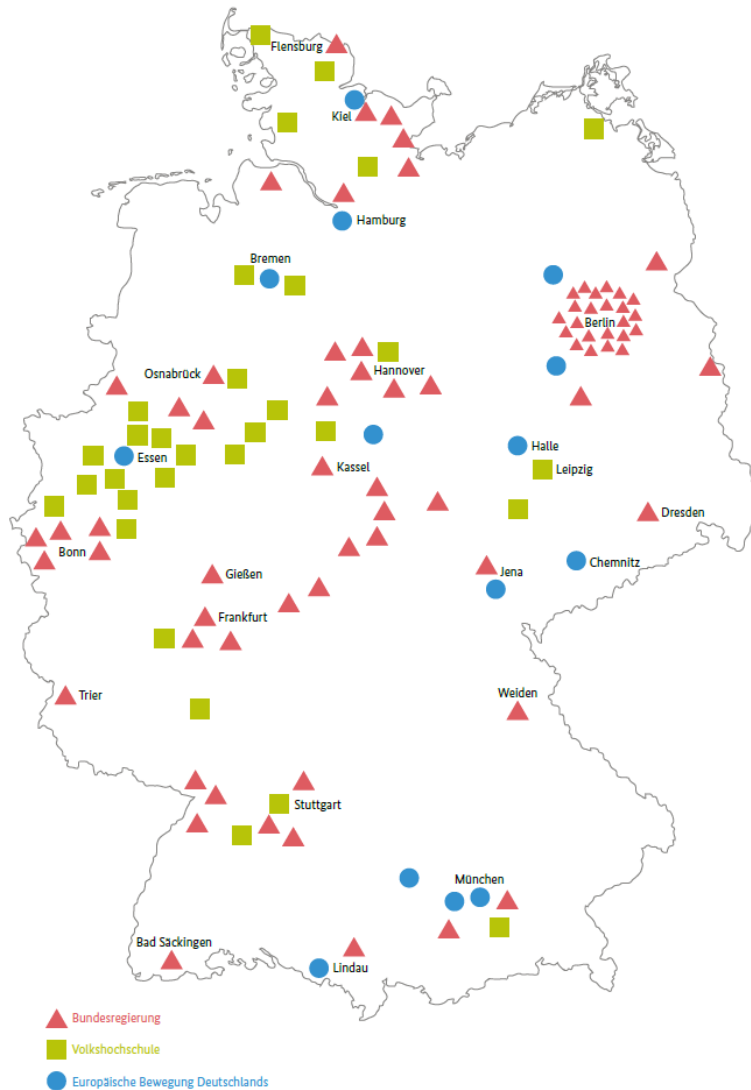
l'Europe. En effet, l'Europe est confrontée à d'importantes questions auxquelles elle doit trouver des réponses communes.

Les résultats de ce dialogue sont importants pour identifier les points communs et les différences entre les pays partenaires de l'UE et pour définir de nouvelles missions. Il importe de préserver une culture du débat ouverte et vivante, car celle-ci est un des fondements essentiels de la paix, de la liberté et de la prospérité – en Allemagne et en Europe.

2. Parlons d'Europe – le dialogue citoyen en chiffres

En lançant le projet de dialogue avec les citoyens au printemps 2018, le gouvernement fédéral s'était donné pour objectif de parler de l'Europe, et ceci avec les citoyens. **Entre le début du mois de mai et la fin du mois d'octobre 2018, 119 rencontres** ont eu lieu dans tout le pays. Les citoyens ont discuté de l'avenir de l'Europe dans des grandes agglomérations comme Berlin, Hambourg et Munich, dans des villes moyennes comme Léna et Trèves, mais aussi dans des petites villes comme Calw dans le Bade-Wurtemberg et des communes comme Pönitz dans le Schleswig-Holstein. Ils se sont rencontrés pour parler ensemble de l'Europe – au centre de l'Allemagne, ainsi que dans les régions frontalières où les habitants font directement l'expérience au quotidien des opportunités et des défis de l'intégration européenne dans les pays voisins.

Première illustration : les lieux de dialogue



74 des 119 rencontres ont été organisées par la Chancellerie fédérale et les ministères fédéraux. Les citoyens qui y ont participé ont eu la possibilité d'échanger leurs vues personnelles sur l'Europe avec la Chancelière fédérale, les ministres fédéraux, les ministres d'État ainsi que les secrétaires d'État parlementaires et fonctionnaires.

En moyenne, 50 à 75 personnes ont assisté à chacune de ces rencontres. Lors de la journée portes ouvertes du gouvernement fédéral, le ministre fédéral des Affaires étrangères, Heiko Maas, s'est entretenu avec quelque 400 citoyens intéressés.

Les partenaires de la société civile ont aidé le gouvernement fédéral à porter le dialogue sur l'avenir de l'Europe dans toute la société et ont organisé eux-mêmes des rencontres. La **Confédération allemande pour l'éducation des adultes**, avec son grand réseau d'universités populaires à travers le pays, s'est particulièrement engagée pour les dialogues citoyens sur l'avenir de l'Europe. Le **Mouvement européen - Allemagne** a, lui aussi, activement participé à l'organisation de ces dialogues par le biais de ses organisations membres. Au total, ces associations ont organisé **45 dialogues** entre mai et octobre. Les universités populaires ont débattu de l'avenir de l'Europe avec les citoyens au cours de 31 rencontres organisées dans dix Länder, tandis que les associations membres du Mouvement européen - Allemagne ont animé 14 rencontres à travers le pays.

3. Diversité des dialogues

Les dialogues citoyens sur l'avenir de l'Europe devaient être menés **en toute franchise et aborder tous les sujets** et devaient **en principe être ouverts à tous les citoyens intéressés**. Les rencontres s'articulaient autour de **trois questions-clés** :

- Comment vivez-vous l'Europe au quotidien ?
- Quel rôle joue l'Europe pour l'Allemagne dans son ensemble ?
- À quoi doit ressembler l'avenir de l'Europe ?

Les organisateurs étaient libres de structurer les rencontres comme cela leur convenait. La **variété des formes et des lieux de rencontre** ainsi que la diversité des participants traduisent cette liberté.

Lancement des dialogues citoyens lors de la journée des projets de l'UE dans les écoles

Le coup d'envoi des dialogues citoyens sur l'avenir de l'Europe a été donné lors de la **journée des projets de l'UE dans les écoles début mai**. La Chancelière fédérale, plusieurs ministres fédéraux, ministres d'État ainsi que secrétaires d'État

parlementaires et fonctionnaires ont profité de cette occasion pour **rendre visite aux élèves de 27 écoles réparties dans toute l'Allemagne** et parler avec eux de leurs attentes, leurs espoirs et leurs souhaits concernant l'Europe.

La Chancellerie fédérale et les ministères fédéraux ont organisé à leur manière les **dialogues citoyens**, l'éventail allant d'un cercle restreint dans un café à des débats avec plus de cent personnes. Le **choix des interlocuteurs variait également** : certaines rencontres étaient ouvertes à tous sans inscription préalable. Divers ministères ont par exemple invité les citoyens présents lors des **journées portes ouvertes du gouvernement**, les 25 et 26 août, à participer au dialogue avec les citoyens sur l'avenir de l'Europe. Lors d'autres rencontres, on a plutôt recherché **un travail ciblé avec les institutions partenaires sur place** : par exemple avec les associations, les organisations bénévoles, les universités populaires ou les rédactions des radios et journaux locaux. Grâce à ces institutions partenaires, un échantillon représentatif de la population a pu participer sur place à ces rencontres. Elles ont aussi été en partie retransmises ou publiées sur les réseaux sociaux pour atteindre d'autres publics et augmenter leur impact.

Grâce aux **31 dialogues citoyens organisés**, les universités populaires ont perpétué leur participation traditionnelle aux séries de dialogues avec les citoyens menées par le gouvernement fédéral, cette fois-ci sur l'avenir de l'Europe. Un grand nombre de rencontres ont eu lieu dans les locaux des universités populaires locales sous le nom de « **Café du monde** » ou « **Café d'Europe** »³ et comprenaient de 20 à 100 participants. À Leipzig, des citoyens se sont rassemblés pour participer à une telle rencontre dans un tramway, l'université populaire de Datteln a choisi un navire musée, et à Castrop-Rauxel, la discussion a également eu lieu à bord d'un bateau. À Stuttgart, on a profité d'un voyage en bus pour aller visiter la Banque centrale européenne et discuter des questions-clés du dialogue citoyen. L'Académie européenne de Sankelmark a parlé de l'avenir de l'Europe dans le train de l'Europe, une locomotive à vapeur qui assure la liaison Kappeln-Süderbrarup à la frontière avec le Danemark. Pour le dialogue

³ Le Café du monde et le Café de l'Europe sont des méthodes d'animation d'ateliers. Les participants discutent lors d'une série de rencontres des questions-clés du dialogue avec les citoyens. Les résultats sont documentés sur des panneaux d'affichage.

avec les citoyens organisé avec la Chancellerie fédérale en coopération avec l'université populaire de Trèves, les participants avaient rendez-vous à l'Académie de droit européen.

Parmi les associations membres du Mouvement européen d'Allemagne, c'est surtout **Europa-Union Deutschland** qui a organisé plusieurs dialogues citoyens sur l'avenir de l'Europe. Les interlocuteurs étaient entre autres des députés du Parlement européen, des membres d'institutions allemandes ou européennes ainsi que des scientifiques.

Dialogue également en ligne

En complément des dialogues locaux, le gouvernement fédéral a atteint de nombreux citoyens par le biais des réseaux sociaux. Ainsi par exemple, les **dialogues avec les citoyens de la Chancellerie fédérale** et du **ministre fédéral des Finances ont été retransmis en direct** sur le site internet du gouvernement fédéral. Le **ministère fédéral de l'Économie et de l'Énergie** a invité à participer au dialogue par un message vidéo personnel du ministre fédéral et des films « **Vox pops** »⁴, et a pu augmenter l'impact des rencontres sur le terrain grâce à la retransmission de ces dialogues sur les réseaux sociaux. Le **chat en direct sur Facebook du ministre fédéral du Travail** a été suivi par plus de 42 000 personnes sur la page Facebook du ministre fédéral du Travail et des Affaires sociales. De nombreuses classes et des associations ont répondu à l'appel du ministre fédéral des Transports et des Infrastructures numériques lancé par hashtag et ont envoyé de **courtes vidéos** afin de pouvoir venir discuter un après-midi avec le **ministre fédéral des Transports** de l'avenir de l'Europe autour de grillades.

Dans le cadre du **Festival des Lumières de 2018**, le ministre fédéral des Finances a projeté sur sa façade les souhaits des citoyens concernant l'avenir de l'Europe collectés lors des rencontres.

⁴ Les Vox pops sont des courts-métrages qui rapportent l'avis exprimé spontanément par des passants sur certains sujets, dans ce cas sur les trois questions-clés du dialogue avec les citoyens.

4. Évaluation scientifique du dialogue avec les citoyens

Pour conserver les avis des citoyens et les résultats des discussions, les organisateurs se sont vu remettre des **protocoles et des questionnaires standardisés**, qui ont été largement utilisés⁵. Dans le **protocole**, les organisateurs ont résumé le contenu du dialogue avec les citoyens. Ils y ont noté les sujets les plus importants et les plus discutés, les thèmes qui ont fait l'objet de débats animés ou qui ont fait l'unanimité, ainsi que les domaines dans lesquels les participants souhaitaient voir l'Europe intervenir davantage ou au contraire moins. De plus, on y a recensé les citations et les déclarations les plus pertinentes, les particularités sociales et démographiques des participants et des indications sur le climat des discussions. Dans le **questionnaire**, **chaque participant** avait la possibilité de mettre par écrit après la fin de la rencontre les sujets et les requêtes qui n'avaient, à son avis, pas été débattus ou pas assez. De plus, les participants pouvaient choisir d'indiquer leur âge, leur sexe, leur nationalité et leur niveau d'études.

Après la conclusion des dialogues citoyens, le gouvernement avait à sa disposition de nombreuses déclarations de citoyens sous la forme de protocoles et de questionnaires. Pour analyser ces ressources considérables, le gouvernement fédéral tenait à ce que **chaque avis exprimé et chaque réponse** soit lu et analysé et à ce que cette analyse soit menée de manière **neutre, transparente et indépendante**. Il a donc lancé un appel d'offres à l'échelon européen pour trouver un prestataire qui procède à une évaluation scientifique du dialogue avec les citoyens sur l'avenir de l'Europe.

Le gouvernement fédéral a fixé comme base indispensable de la méthode d'évaluation une **classification par catégories des déclarations des citoyens contenues** dans ces protocoles et ces questionnaires. L'évaluation a été faite sur la base de méthodes et de critères scientifiques : indépendance, lisibilité intersubjective, rigueur et transparence. L'analyse des textes et des contenus par un logiciel d'extraction de connaissances (text mining) a permis aux experts

⁵ Dans quelques cas exceptionnels, des discussions ont également eu lieu sans la participation de hauts fonctionnaires et ont quand même été intégrées dans l'évaluation du dialogue avec les citoyens.

indépendants de disposer de tout l'éventail des contributions et de s'assurer que chaque déclaration et chaque discussion étaient bien répertoriées et prises en compte de la même manière⁶. L'on a pu ainsi déterminer et décrire en détail les sujets les plus discutés et les thèmes subsidiaires définis par l'extraction de connaissance.

II. Les résultats du dialogue avec les citoyens sur l'avenir de l'Europe

1. Ce qui est important pour les citoyens

Les participants aux 119 rencontres ont discuté d'une foule de sujets qui, selon eux, étaient importants pour l'Europe. Ils ont parlé de la manière dont ils perçoivent l'Europe au quotidien, du rôle que l'Europe joue pour l'Allemagne et de ce à quoi pourrait ressembler l'Europe future.

L'analyse scientifique a classé les déclarations des citoyens en différentes catégories et selon divers niveaux. Dans l'ensemble, un grand nombre de **thèmes et d'aspects** ont été abordés. Concentrés à un niveau supérieur d'analyse, **quatorze sujets politiques, cinq valeurs morales et trois domaines de conception institutionnelle** de l'Union européenne ressortent de l'analyse quantitative des contenus.

Les quatorze sujets politiques sont : la politique agricole, le travail et les affaires sociales, la politique étrangère et de sécurité, la formation, la numérisation, les finances et la monnaie, la santé et les soins aux personnes dépendantes, la politique intérieure et la sécurité, la culture et la religion, la politique migratoire et les réfugiés, le droit et la justice, l'environnement et le climat, les infrastructures et la mobilité ainsi que l'économie. Les valeurs morales souvent citées sont : la liberté, l'égalité, l'ouverture d'esprit et la transparence, le respect et la tolérance ainsi que la justice. D'autres questions avaient trait au système politique de l'Union

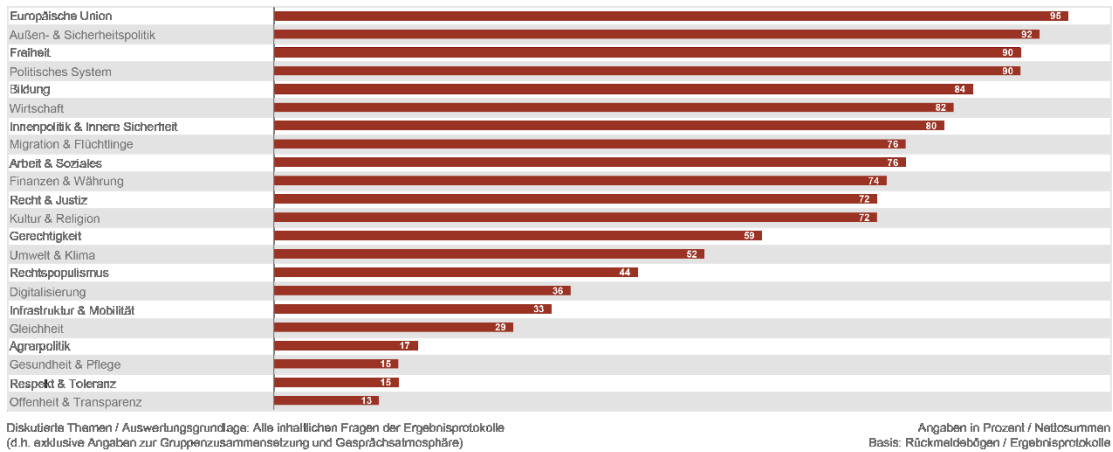
⁶ Pour consulter une description détaillée de la méthode d'analyse scientifique du dialogue citoyen sur l'avenir de l'Europe, voir Kantar Public (2018) : « Auswertung des Bürgerdialogs der Bundesregierung zur Zukunft Europas », p. 18 et suiv.

européenne ainsi qu'aux inquiétudes concernant le populisme de droite dans les États membres.

Les idées des citoyens sur l'Europe en détail

Les thèmes suivants ont été très souvent évoqués par les citoyens lors des dialogues citoyens sur l'avenir de l'Europe⁷.

Deuxième illustration : Les sujets abordés



Source : Kantar Public 2018.

⁷ Pour consulter une description détaillée de la méthode scientifique appliquée lors de l'analyse du dialogue citoyen sur l'avenir de l'Europe, voir Kantar Public (2018) : « Auswertung des Bürgerdialogs der Bundesregierung zur Zukunft Europas », p. 18 et suiv.

2. Conception institutionnelle de l'Union européenne

L'**Union européenne en tant qu'institution** a été un sujet abordé lors des discussions dans plus de neuf rencontres sur dix. Les participants s'accordent largement sur les **acquis de l'intégration européenne, considérés comme positifs**. Ils citent les libertés fondamentales, et concrètement la liberté de voyager et la libre circulation des travailleurs, la paix ainsi que le marché unique, la monnaie commune et la puissance économique de l'Union européenne. Ils se prononcent en faveur de normes et de standards communs dans toute l'Union européenne. L'appartenance de l'Allemagne à l'UE est explicitement considérée comme un enrichissement.

En même temps, les participants ont indiqué dans quel secteur ils considéraient que l'Union européenne devait **opérer des changements**. Ils souhaitent un plus grand engouement pour l'Union européenne, plus d'identité européenne et une vision commune, plus de transparence et de proximité avec les citoyens, mais aussi une meilleure transmission des connaissances politiques concernant l'Union européenne. Ces aspects sont très souvent mentionnés. Il est constaté qu'une des conditions essentielles au fonctionnement de l'Union européenne est un renforcement de l'intégration et de la coopération entre les États membres, notamment en ce qui concerne la politique étrangère, de sécurité et de défense commune, une politique unique à l'égard des réfugiés et une répartition équitable des réfugiés, mais aussi plus de solidarité avec les pays plus faibles. Le fait que l'Union européenne dispose de moyens insuffisants pour sanctionner les États membres en cas d'atteinte aux valeurs fondamentales communes a fait l'objet de quelques critiques. En outre, l'Union européenne a été maintes fois considérée comme trop bureaucratique et les processus de décision, comme trop peu démocratiques.

Citation : « *Le plus important pour moi est de susciter un nouvel engouement des citoyens pour l'Europe et de leur présenter à nouveau le sens et les raisons de l'unité de l'Europe.* » (Extrait du dialogue citoyen à Garbsen, le 4 mai 2018)

En conséquence, les participants souhaitaient également des changements dans le **système politique** de l'Union européenne. Plusieurs demandent l'abandon du principe d'unanimité au profit de la prise de décision à la majorité. Les citoyens disent être favorables à une coopération plus intense sur certains sujets politiques et à une plus grande transparence et proximité. Le renforcement du Parlement européen a aussi été mentionné.

3. Les domaines politiques centraux

Dans plus de neuf rencontres sur dix, le débat a porté sur la **politique extérieure et la politique de sécurité**. Une grande majorité des participants reconnaissent les mérites de l'Europe en tant que projet de paix unique en son genre et se félicitent du poids de l'Union européenne dans la politique extérieure. Ils considèrent que l'espace monétaire et économique commun ainsi que l'échange culturel entre les États membres sont des raisons déterminantes pour le maintien de la paix et de la stabilité au sein de l'Union européenne. Ils insistent sur le fait que la paix en Europe ne va pas de soi. Les citoyens ont exprimé leur conviction que l'Union européenne a un plus grand poids politique dans les affaires extérieures et dans la politique de sécurité que les États membres pris isolément, et ont clairement exprimé le souhait de voir la politique extérieure et la politique de sécurité être plus souvent définies d'un commun accord, particulièrement à l'égard des États-Unis, de la Russie ou de la Chine. C'est dans ce domaine que l'intégration européenne est le plus souhaitée.

Citation : « *Tous les États devraient s'engager ensemble pour la sécurité, par exemple par le regroupement des forces militaires, des intérêts économiques et des objectifs de politique extérieure, notamment sur la question des réfugiés.* » (Extrait du dialogue citoyen à Osnabrück, le 4 juin 2018)

Mieux sécuriser les frontières extérieures de l'UE, lutter efficacement contre la criminalité et le terrorisme, œuvrer ensemble au niveau européen dans la politique d'immigration ou pour la création d'une armée européenne commune – ces

aspects ont été associés par les citoyens à une politique étrangère, de sécurité et de défense renforcée entre les États membres. Les participants pensent que l'UE a encore des efforts à faire pour limiter les exportations d'armes et développer l'aide humanitaire dans les zones en crise.

La **politique éducative** a été débattue dans huit rencontres sur dix. Ce domaine a été associé à des aspects majoritairement positifs. Les participants ont dit beaucoup apprécier les programmes de soutien de l'Union européenne qui permettent d'apprendre et d'étudier dans les autres pays européens, comme par exemple ERASMUS+. L'accès équitable aux différents établissements de formation dans ces pays et l'harmonisation des diplômes à l'échelle européenne ont été explicitement salués. Les participants apprécient tout spécialement l'apprentissage des langues étrangères, l'échange interculturel dans le cadre des programmes de formation européens et la possibilité d'élargir son horizon.

Citation : « *La formation politique des jeunes, dans les écoles, etc. Faire connaître les aspects positifs de l'Europe.* » (Extrait du dialogue citoyen à Schlüchtern, le 8 août 2018)

De nombreux participants ont indiqué une nécessité d'agir pour parvenir à un niveau européen de formation commun dans les domaines scolaire, universitaire et de l'apprentissage, mais ils ont également insisté sur un accès abordable à la formation et sur des structures de soutien adaptées. Beaucoup ont réclamé une valorisation du travail des éducateurs et des enseignants, le développement de la formation politique en Europe, ainsi que des investissements plus importants dans le secteur de la formation en Allemagne même. Le souhait de voir une plus grande intégration européenne dans le domaine de l'éducation était particulièrement marqué.

L'**économie** a été le sujet de discussions dans environ huit dialogues sur dix, qui ont été plutôt positives. La grande majorité des participants voient dans le marché unique exempt de douanes surtout un garant de la prospérité et de la puissance économique ; quelques-uns mettent aussi en avant les avantages d'un plus grand

choix de produits. Selon les citoyens, le marché unique contribue aussi à ce que l'Union européenne puisse mieux se positionner face aux grandes puissances économiques dans la compétition internationale que ne le pourraient les États membres pris isolément.

Dans l'ensemble, les citoyens souhaitent une plus grande intégration européenne dans le domaine économique. Il a également été estimé qu'il fallait prendre des mesures en ce qui concerne les inégalités économiques au sein de l'Union européenne. Les participants se sont prononcés pour un soutien accru des États membres aux pays économiquement plus faibles, mais aussi pour un examen plus approfondi des capacités économiques des candidats à l'adhésion. Les citoyens voient d'un œil critique le manque de transparence dans les négociations des accords de libre-échange et des subventions au détriment des pays en développement. Le souhait de voir pratiquer une économie plus durable, respectueuse de l'environnement et sociale a également été largement exprimé.

Citation : « *L'Europe doit enfin se présenter comme une zone économique homogène où règnent des modalités identiques dans tous les États membres.* » (Extrait du dialogue citoyen à Troisdorf, le 9 octobre 2018)

La **politique intérieure et la sécurité intérieure** ont fait l'objet de discussions dans presque huit dialogues sur dix. Les participants ont souligné que la liberté de voyager découlant de la suppression des frontières intérieures dans l'espace Schengen était une réussite de l'Union européenne. Le trafic transfrontalier des personnes et des biens au quotidien est considéré notamment par ceux qui vivent dans des régions frontalières comme un avantage de l'Union européenne. Dans l'ensemble, le souhait de maintenir un trafic frontalier libre était majoritaire. En revanche, de nombreux citoyens s'inquiètent de la nouvelle situation en matière de sécurité résultant du terrorisme international et ont peur des attentats. Même si sur ce point, ils considèrent que le rôle de l'Europe est en grande partie positif, ils souhaitent voir l'Europe agir plus fermement dans ce contexte, particulièrement en améliorant la coopération des États membres dans la lutte contre la criminalité et le terrorisme.

Citation : « *Une meilleure coopération et des mesures préventives pour lutter contre le terrorisme. On s'attaque trop tardivement aux problèmes.* »
(Extrait du dialogue citoyen à Berlin, le 3 juillet 2018)

Les participants voient avec inquiétude la montée du populisme de droite en Europe et souhaitent des actions fermes des États membres pour inverser cette tendance. Le sujet du **populisme de droite** a été abordé dans quatre dialogues sur dix. Le fait que des gouvernements populistes fassent de plus en plus souvent obstacle à des solutions à l'échelle européenne est également critiqué. L'objectif, plutôt formulé en termes généraux, de combattre le racisme et la xénophobie a été relativement souvent mentionné. Le désir de stopper le populisme de droite en Europe a aussi été exprimé.

Citation : « *L'Europe ne peut pas admettre l'alliance de l'euroscepticisme et du nationalisme sur le continent. C'est pourquoi l'Union européenne doit mener un dialogue direct avec les citoyens sceptiques. L'Union européenne est capable d'inverser cette tendance.* » (Extrait du dialogue citoyen à Flensburg, le 28 septembre 2018)

La question de la **politique migratoire et de la politique à l'égard des réfugiés** a été abordée dans environ sept rencontres sur dix. Le sujet est considéré comme le grand défi actuel de l'Union européenne. De nombreux citoyens conviennent de la nécessité de réformer la politique d'immigration et la politique à l'égard des réfugiés de l'Union européenne. Ils souhaitent que les États membres coopèrent mieux et s'entendent sur une politique commune au sujet des réfugiés sur la base de la solidarité et d'une répartition équitable des réfugiés. À quelques occasions, la lutte contre les causes profondes de l'immigration a été mentionnée. Dans ce contexte, il a été demandé de traiter de manière plus humaine les réfugiés et de mieux les intégrer dans le système éducatif et sur le marché du travail. Les possibilités de la migration légale et le souhait d'avoir une loi sur l'immigration au regard de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée ont fait l'objet de quelques mentions isolées. Il en est de même des sentiments de crainte liés à l'immigration ou des préoccupations causées par la protection insuffisante des frontières de l'Union européenne.

Citation : « *Ceux qui n'accueillent pas de réfugiés doivent apporter un soutien financier.* » (Extrait du dialogue citoyen à Essen, le 12 juillet 2018)

La **politique sociale et de l'emploi** a été abordée dans environ trois quarts des rencontres. Une grande majorité des participants apprécie beaucoup la libre circulation des travailleurs dans le marché unique ainsi que les possibilités d'emploi et de carrière sur le marché du travail européen. Plusieurs se félicitent de la qualité du système de formation en alternance en Allemagne et des opportunités d'exercer une activité professionnelle à l'étranger sans établir toutefois de lien concret avec l'Europe.

L'Union européenne a été critiquée pour la concurrence intra-européenne sur le marché du travail et l'écart de richesse qui en résulte. Il a aussi souvent été indiqué que ces deux éléments sont la cause de certaines délocalisations des entreprises et du dumping salarial. La création d'un salaire minimum européen a été discutée comme solution possible. De nombreux participants disent s'inquiéter du chômage élevé parmi les jeunes dans certains États membres et souhaitent qu'une lutte efficace soit engagée dans ce domaine. De même, ils sont favorables à une reconnaissance uniforme des diplômes professionnels. Ils estiment que la prospérité matérielle en Allemagne est due d'un côté à l'intégration européenne, mais d'un autre au système allemand de protection sociale. Au regard des écarts de richesse au sein de l'Europe, les citoyens ont demandé que l'Europe fasse davantage pour harmoniser les normes sociales et les conditions de travail, mais aussi pour lutter contre la pauvreté et assurer la participation à la vie sociale et des salaires justes.

Citation : « *Chacun devrait être autorisé à travailler dans tous les pays européens, mais seulement s'il ne contourne pas sur place la structure salariale.* » (Extrait du dialogue citoyen à Iéna, le 14 août 2018)

Le sujet des **finances et de la monnaie** a été évoqué dans sept rencontres sur dix. L'euro fait largement l'unanimité. Pratiquement tous le voient d'un œil positif. Cela vaut aussi, quoique dans une moindre mesure, pour le procédé SEPA

(IBAN), qui règle dans toute l'Europe les paiements par virement, et pour le rôle de la Banque centrale européenne.

Citation : « *L'harmonisation des systèmes d'imposition et un contrôle effectif de ces systèmes.* » (Extrait du dialogue citoyen à Berlin le 25 août 2018)

Les participants se sont accordés pour estimer que l'Europe devait créer un système d'imposition uniforme, surtout pour lutter contre l'évasion fiscale et pour harmoniser les conditions économiques générales entre les États membres. Quelques critiques isolées ont été exprimées au sujet de l'introduction de la monnaie unique et de la manière dont a été réglée la crise financière et bancaire en Europe. Une plus grande solidarité a été par ailleurs demandée dans les relations avec les pays en crise. En outre, les citoyens se sont exprimés plusieurs fois en faveur d'une régulation plus stricte des marchés financiers.

Les participants trouvent la politique de taux zéro de la Banque centrale européenne problématique et associent à ce point de vue des préoccupations quant à leurs propres pertes financières.

Les thèmes du **droit et de la justice** ont été abordés dans sept rencontres sur dix. De nombreux citoyens voient en l'Europe le garant de **l'État de droit**. L'Union européenne est associée au respect de la séparation des pouvoirs et des droits de l'homme, au respect de la Loi fondamentale allemande, des droits démocratiques ainsi que de la liberté d'expression et de la liberté de la presse.

Citation : « *Je suis heureux que l'UE impose des contraintes en matière de climat aux hommes politiques allemands. Je considère également la Cour de justice de l'Union européenne comme un enrichissement et un élément fédérateur.* » (Extrait du dialogue citoyen à Rheda-Wiedenbrück, le 26 septembre 2018)

La protection de l'État de droit et le maintien des droits fondamentaux et des libertés individuelles au sein des États membres ont été définis comme un défi

majeur pour l'Union européenne, et les infractions de certains États membres ont été critiqués. Beaucoup se sont prononcés en faveur d'une uniformisation des réglementations en vigueur à l'échelle européenne, par exemple concernant la politique d'immigration et la politique à l'égard des réfugiés, les normes sociales, la politique des transports ainsi que la protection de l'environnement et du climat.

Les règles européennes communes visant à protéger les consommateurs sont appréciées, mais une majorité reproche au Règlement général pour la protection des données d'être trop bureaucratique, et certains remettent son efficacité en cause.

Le thème de la **culture et de la religion** a été abordé dans sept rencontres sur dix. L'Europe est perçue comme une communauté abritant différentes cultures dans laquelle s'épanouit la diversité culturelle et linguistique. L'héritage culturel commun et un système de valeurs pour l'ensemble de l'Europe – ces aspects sont appréciés par de nombreux citoyens. La possibilité d'échanges culturels au-delà des frontières, associée au souhait d'avoir des programmes d'échange en dehors des structures scolaires et universitaires, est aussi jugée importante.

Cette identité culturelle est significative pour l'Europe et enrichit la vie communautaire, mais elle est malheureusement remise en question actuellement. Les participants se sont accordés pour estimer qu'il fallait agir pour affirmer l'identité européenne commune. Mais au désir de voir l'identité européenne renforcée par un jour férié européen par exemple s'oppose la crainte d'une perte de diversité culturelle en Europe.

Citation : « *Ce que j'apprécie le plus en Europe, c'est le sentiment d'être Européen. Par exemple quand je suis à l'étranger, que des personnes de différentes nationalités sont assises autour de la table, et que tous se rejoignent dans une pensée internationale.* » (Extrait du dialogue citoyen à Garbsen, le 4 mai 2018)

La diversité religieuse et une grande ouverture à l'égard des religions du monde sont appréciées, toutefois cela est vrai aussi pour la séparation stricte entre l'Église et l'État.

L'**environnement et du climat** ont été abordés dans **environ la moitié** des rencontres. Les citoyens considèrent les objectifs communs en matière de protection du climat et les normes environnementales uniques comme un sujet important qui doit être traité au niveau supranational. Ils voient donc la nécessité d'un engagement plus grand – commun à toute l'Europe – en faveur de la protection du climat, qui devrait surtout viser à réduire les émissions de CO₂. L'urgence d'agir dans les domaines de la mobilité, de la production d'énergie et des industries génératrices de fortes émissions a été tout particulièrement relevée. Il a été aussi exigé de renforcer la protection des animaux, de diminuer la quantité de plastique et de renoncer aux produits chimiques dans l'agriculture.

Citation : « *Nous devons comprendre que la protection du climat et de l'environnement est la base de notre système économique. Nous devons pratiquer l'économie en respectant les limites qu'impose notre planète.* »
(Extrait du dialogue citoyen à Bad Hombourg, le 5 octobre 2018)

La **numérisation** a fait l'objet de débats dans un tiers des rencontres. Les avantages de l'itinérance gratuite dans l'Union européenne ont été largement appréciés. Par contre, de l'avis général, il y a du travail à faire pour développer les infrastructures numériques. Concrètement, les participants ont nommé un réseau internet européen et une plus grande harmonisation des réseaux et des tarifs de téléphonie mobile. Quelques personnes ont abordé la numérisation dans le monde du travail et la nécessité d'une plus grande coopération européenne dans le domaine de la cybersécurité.

Citation : « *On ne va pas à l'essentiel, par exemple la numérisation au sein de l'UE et les mutations dans le monde du travail.* » (Extrait du dialogue citoyen à Flensburg, le 28 septembre 2018)

Les **infrastructures et la mobilité** ont été évoquées dans un tiers des rencontres. Le fait que les infrastructures transfrontalières dans les domaines de la fourniture d'électricité et de la mobilité (publique) ainsi que l'approvisionnement en eau potable et en aliments sains soient assurés a été considéré comme un point positif. On a exigé une coopération renforcée et une stratégie commune pour la mobilité du futur. Les points soulevés allaient d'alternatives au moteur à combustion aux trains à grande vitesse transfrontaliers en passant par l'aménagement des transports publics de voyageurs dans tout le territoire de l'Union européenne. Certains ont aussi exprimé le souhait de voir émerger une stratégie commune européenne pour assurer à l'avenir l'approvisionnement énergétique.

Citation : « *Le monde politique doit amorcer dès maintenant la transition énergétique et éteindre maintenant les centrales à charbon. Les problèmes sont déjà assez graves.* » (Extrait du dialogue citoyen à Starnberg, le 20 août 2018)

Les sujets de la **santé et des soins aux personnes dépendantes** ainsi que la **politique agricole** ont été paradoxalement peu associés à l'Europe et ont moins souvent fait l'objet de débats.

4. Valeurs morales

Le dialogue avec les citoyens a clairement montré que ceux-ci considèrent l'Union européenne non seulement comme une communauté politique, mais aussi comme une communauté de valeurs. Voici quelques-unes des valeurs le plus souvent abordées.

Débatte dans neuf rencontres sur dix, la **liberté** a occupé une place centrale dans les dialogues citoyens. La garantie des libertés individuelles au sein de l'Union européenne a été particulièrement mise en avant. La liberté est surtout associée à la liberté de circulation en Europe ainsi qu'à la libre circulation des

travailleurs et à la possibilité d'une activité transfrontalière. La liberté de la presse et la liberté d'expression ont aussi été mentionnées.

Citation : « *La possibilité de voyager partout sans devoir présenter ma carte d'identité.* » (Extrait du dialogue citoyen à Berlin, le 15 mai 2018)

Au regard des évolutions dans certains pays d'Europe orientale, les citoyens ont clairement exigé un meilleur respect des normes contraignantes de la démocratie et de l'État de droit et ont appelé à défendre la liberté de la presse et la liberté d'expression.

Le sujet de l'**équité** a été abordé dans plus de la moitié des rencontres et souvent associé à la solidarité européenne, suscitant des débats contradictoires. La majorité des participants souhaitent davantage d'initiatives à l'échelle européenne : alors que l'idée de la solidarité entre les États est admise a priori, de nombreux participants ont critiqué le manque de solidarité au sein de l'Union européenne, mais aussi envers les pays tiers. Ce manque d'équité a particulièrement été critiqué concernant la répartition des réfugiés entre les États membres. Les citoyens ont également exigé plus d'équité sociale, notamment au regard du déséquilibre entre les États membres et de l'égalité des chances dans le domaine scolaire.

L'**égalité** a été évoquée dans environ un quart des rencontres. Les citoyens la définissent comme l'harmonisation des conditions de vie et de travail, mais aussi des réglementations et des structures au sein de l'Union européenne. Celles-ci sont particulièrement appréciées quand elles facilitent la vie et le travail transfrontaliers. Cependant, le souhait d'harmoniser les différentes questions politiques s'oppose au souci de voir émerger en Europe un mouvement d'uniformisation qui menacerait la diversité culturelle, sociale, politique et économique.

Le respect, la tolérance, l'ouverture d'esprit et la transparence ont aussi été évoquées. Seuls quelques participants ont indiqué explicitement que l'Europe a un besoin accru de ces valeurs.

En résumé, on peut retenir que la plupart des participants ont une image plutôt positive de l'Union européenne et sont très sensibles aux questions européennes actuelles. Ils ont salué les bons résultats obtenus grâce à l'intégration européenne, tout en critiquant néanmoins certains sujets. Les citoyens ont souligné l'urgence d'agir au sujet des migrations et la nécessité de trouver une solution à l'échelon européen. Dans tous les domaines politiques, il est apparu que les participants souhaitent de manière générale que les problèmes soient résolus au niveau européen. Lors des dialogues, les citoyens ont fréquemment formulé le souhait de voir l'action de l'Europe prévaloir sur les solutions nationales.

III. Conclusions pour la politique européenne

Les dialogues citoyens ont clairement montré que l'Europe est ancrée fermement et plutôt positivement dans le quotidien et la conscience des Allemands. La diversité des thèmes abordés et l'intensité des discussions ont révélé également combien les **souhaits, les soucis et les attentes de la population vis-à-vis de l'Union européenne** sont hétérogènes. La grande majorité des citoyens salue expressément les réalisations et les acquis européens. La paix, la stabilité, la puissance économique ou encore les libertés fondamentales ont régulièrement été évoquées comme des **acquis spécifiques de l'Europe**. Les **critiques et les suggestions** ne sont donc pas une remise en cause fondamentale de l'Europe, mais concernent plutôt certains aspects concrets, tant au niveau institutionnel que sur des sujets particuliers (politique extérieure, migrations, éducation, etc.)

Ces conclusions sont **un signal à l'adresse du gouvernement fédéral et lui confient la mission** de poursuivre son engagement intensif en faveur d'un avenir européen commun positif et du développement de l'Europe.

1. Dimension institutionnelle et valeurs

Une Europe transparente et proche des citoyens

*Le gouvernement fédéral prend au sérieux les idées développées lors des dialogues citoyens. Il compte intensifier ses activités pour mieux **expliquer le travail et la manière de fonctionner** de l'Union européenne et **pour souligner son utilité pour les citoyens**. Le gouvernement fédéral voit confirmée sa démarche d'encourager davantage la transparence, la simplification administrative, la subsidiarité et la proximité avec les citoyens au sein de l'Union européenne. Au regard de l'évolution future de l'Europe, il se concentre sur les possibilités qu'offrent les traités en vigueur, par exemple dans le domaine de la politique extérieure. Il prévoit de s'engager pour **augmenter la capacité d'action de l'Union européenne** et pour **accélérer la prise de décisions** (par exemple en abandonnant le principe de l'unanimité lorsque le traité de Lisbonne le permet). Le gouvernement fédéral attache également beaucoup d'importance à l'**amélioration de la participation des citoyens à l'Europe** (par exemple en réformant l'initiative citoyenne européenne).*

L'Europe, une communauté de valeurs partagées

*La grande importance que les citoyens accordent aux **valeurs fondamentales** de l'Europe en Allemagne montre que celles-ci représentent l'essence de l'**identité européenne**. Le gouvernement fédéral continue à s'engager pour préserver et faire respecter ces valeurs dans toute l'Union européenne, en particulier la **primauté du droit**. Il importe aussi de renforcer encore la **cohésion en Europe** et l'instauration d'une identité européenne. L'introduction d'un jour férié européen (Journée de l'Europe) serait une possibilité de promouvoir l'identité européenne.*

2. Questions pratiques

Une Europe forte sur la scène internationale

*Le gouvernement fédéral a toujours insisté sur l'importance d'une **politique étrangère, de sécurité et de défense européenne forte**. Il continue d'œuvrer en faveur d'une Europe plus cohérente sur le plan de la politique extérieure pour qu'elle soit plus unie et puisse agir de manière plus rapide, plus efficace et aussi plus convaincante. Le gouvernement fédéral compte donc s'engager pour le renforcement du **principe de majorité** dans la politique étrangère et de sécurité commune et pour une meilleure coordination des instruments civils et militaires nationaux au niveau européen.*

En sécurité ensemble – la promesse européenne de protection

*Les citoyens souhaitent une Europe qui les protège. Le gouvernement fédéral continue donc à soutenir de toutes ses forces les efforts pour créer une **Union de la sécurité**. Car c'est ensemble, et ensemble seulement que nous serons capables de nous protéger contre le terrorisme international et la criminalité organisée transfrontalière.*

La prospérité grâce au marché unique et à l'euro

*Aujourd'hui, il est tout naturel pour les citoyens et les entreprises de pouvoir commercer au sein du **marché unique européen** en respectant des règles communes. Le projet européen est indissociablement lié au marché unique. Aussi, le gouvernement fédéral travaille avec ses partenaires européens pour le développer et le perfectionner, l'enjeu étant de relever les défis de la numérisation, de maintenir un environnement concurrentiel attractif et d'améliorer l'application des règles du marché unique.*

*Le gouvernement fédéral salue le fait que la plupart des citoyens considèrent le marché unique comme un acquis central de l'Europe, un pilier de notre prospérité, et qu'ils perçoivent l'**euro** comme un atout et l'apprécient largement en tant que monnaie. Il reste nécessaire cependant de poursuivre les efforts pour maintenir la compétitivité, la stabilité et la convergence entre les États membres dans le cadre de l'union économique et monétaire. En matière de politique fiscale, le gouvernement répond aux souhaits des citoyens et s'engage dans la lutte contre l'évasion fiscale à travers différentes mesures.*

Une Europe de l'égalité des chances : des conditions de vie et de travail harmonisées

*Les attentes formulées par les citoyens rejoignent la **politique de convergence économique** du gouvernement fédéral dont l'objectif déclaré est d'harmoniser les conditions de vie des Européens. Ce projet consiste notamment à mieux coordonner la politique du marché de l'emploi et à établir un cadre européen pour les systèmes nationaux de protection sociale ainsi qu'une forte politique de cohésion.*

La réponse européenne à la question des migrations

*Le gouvernement fédéral se voit encouragé par la majorité des citoyens à poursuivre les travaux de réforme du **régime d'asile européen commun**, y compris sur la répartition efficace et solidaire des réfugiés au sein de l'Union européenne. Le gouvernement fédéral continue d'intervenir de toutes ses forces en faveur d'une approche globale de la politique migratoire européenne qui intègre également la lutte contre les **causes profondes des migrations**.*

Échanges et reconnaissance des diplômes

*Établis depuis des décennies grâce au programme ERASMUS+, les échanges entre étudiants, apprentis et écoliers sont considérés comme un signe distinctif de l'Union européenne. Les échanges de jeunes, mais aussi d'adultes, sont devenus un élément essentiel de l'identité européenne. Le gouvernement fédéral s'attache à les promouvoir davantage et à améliorer la **reconnaissance bilatérale des diplômes**. Les systèmes éducatifs pouvant être très hétérogènes en Europe, l'introduction de **normes éducatives communes** ne semble pas prioritaire. Le gouvernement fédéral entend renforcer l'éducation politique européenne en accordant **plus d'importance à l'Europe dans les programmes scolaires et en élargissant l'offre de formations extrascolaires**. L'apprentissage des langues étrangères s'inscrit dans cette démarche.*

Renforcer la protection de l'environnement et du climat

*Le gouvernement fédéral s'engage pour qu'une protection de l'environnement ambitieuse reste un élément central de la politique de l'Union européenne. Les citoyens demandent une **politique européenne de l'énergie, de la mobilité et de la protection du climat**, ce qui rejoint l'objectif du gouvernement fédéral de trouver des solutions à l'échelon européen. Ainsi, les jalons sont posés pour qu'à l'avenir, les politiques européennes et nationales en matière de climat et d'énergie associent la protection du climat à un approvisionnement en énergie propre, sûr et abordable.*

Bien maîtriser le numérique

*Le gouvernement fédéral a entendu la demande des citoyens d'une **couverture en haut débit sur l'ensemble du territoire**. Son objectif est d'introduire à l'horizon 2025 des réseaux Gigabit. À ce sujet, il est intéressant de voir que les **projets d'innovation européens** annoncés ou déjà discutés, par exemple dans le domaine de l'intelligence artificielle, n'ont pratiquement pas été évoqués lors des dialogues citoyens. Cela montre qu'une meilleure communication est nécessaire dans le domaine de la numérisation également, en particulier concernant la recherche et le développement, essentiels pour la compétitivité et donc la prospérité future de l'Europe.*

*La protection des **données personnelles** et contre la **cybercriminalité** demandée par les citoyens s'inscrit dans l'engagement de protection pris par la politique européenne et soutenu par le gouvernement fédéral. Au sein du marché unique numérique notamment, de nombreux sujets requièrent une action transfrontalière et pourraient s'avérer d'une véritable utilité pour les Européens.*

Subventions à l'agriculture et aux régions rurales

*Le gouvernement fédéral poursuit le développement et le réajustement de la **politique agricole commune**, conformément à son accord de coalition. La protection des animaux, de la nature et du climat, la qualité des produits alimentaires, la protection des normes sociales ainsi que le maintien de l'attractivité des régions rurales restent au cœur de cette politique.*

IV. IV. Résumé et perspectives

Lors des 119 rencontres organisées entre mai et octobre 2018, les citoyens ont discuté dans toute l'Allemagne de l'avenir de l'Europe. Les participants à ces dialogues organisés par le gouvernement fédéral et ses partenaires de la société civile ont évoqué leurs expériences au quotidien en Europe, le rôle de l'Europe à l'égard de l'Allemagne et leur vision de l'avenir de l'Europe. Il ressort que si la plupart des Allemands ont une image positive de l'Europe, ils ont aussi été nombreux à formuler des critiques. La diversité des thèmes abordés a montré que dans nombre de domaines, les citoyens souhaitent plus d'intégration européenne et non moins. Les dialogues ont aussi montré clairement que pour la plupart des questions politiques, les participants préfèrent les solutions à l'échelle européenne aux solutions nationales.

Cette position a priori positive incite le gouvernement fédéral à poursuivre ses efforts résolus pour renforcer et développer l'Union européenne. En Europe, c'est toujours ensemble que l'on trouve des solutions. C'est pour cela que les États membres comptent discuter des résultats de ces dialogues citoyens pour en tirer ensemble les conclusions. Le gouvernement fédéral considère qu'un débat constructif au niveau européen sur les idées des citoyens au sujet de l'avenir de l'Europe est essentiel pour le succès de l'Union européenne en tant que garant de la paix, de la démocratie et de la prospérité.

V. Annexes

Calendrier du gouvernement fédéral (chancière fédérale, ministres fédéraux, ministres d'État, secrétaires d'État parlementaires et fonctionnaires)

Institutions	Dates	Lieu	Land
Ministère fédéral de l'Intérieur, de la Construction et du Territoire, M. Engelke, secrétaire d'État	03.05.2018	14480 Potsdam	Brandebourg
Office de presse et d'information du gouvernement fédéral, M. Seibert, secrétaire d'État	03.05.2018	12557 Berlin	
Ministère fédéral de la Santé, M. Spahn, ministre fédéral	04.05.2018	48683 Ahaus	Rhénanie du Nord-Westphalie
Ministère fédéral des Affaires étrangères, M. Roth, ministre adjoint	04.05.2018	36251 Bad Hersfeld	Hesse
Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire, Mme Schwarzelühr-Sutter, secrétaire d'État parlementaire	04.05.2018	79713 Bad Säckingen	Bade-Wurtemberg
Ministère fédéral des Finances, M. Scholz, ministre fédéral	04.05.2018	10997 Berlin	Berlin
Ministère fédéral de l'Intérieur, de la Construction et du Territoire, M. Seehofer, ministre fédéral	04.05.2018	10557 Berlin	Berlin
Chancellerie fédérale, M. Braun, chef de la chancellerie fédérale	04.05.2018	14057 Berlin	Berlin

Institutions	Dates	Lieu	Land
Office de presse et d'information du gouvernement fédéral, Mme Demmer, porte-parole adjointe du gouvernement fédéral	04.05.2018	14169 Berlin	Berlin
Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire, Mme Schulze, ministre fédérale	04.05.2018	53117 Bonn	Rhénanie du Nord-Westphalie
Ministère fédéral de l'Éducation, des Sciences, de la Recherche et de la Technologie, M. Schütte, secrétaire d'État	04.05.2018	53117 Bonn	Rhénanie du Nord-Westphalie
Ministère fédéral des Transports et des Infrastructures numériques, M. Ferlemann, secrétaire d'État parlementaire	04.05.2018	21781 Cadenberge	Basse-Saxe
Chancellerie fédérale, M. Hoppenstedt, ministre adjoint	04.05.2018	30827 Garbsen	Basse-Saxe
Ministère fédéral de la Défense, M. Tauber, secrétaire d'État parlementaire	04.05.2018	63457 Hanau	Hesse
Ministère fédéral des Affaires étrangères, M. Roth, ministre adjoint	04.05.2018	34117 Kassel	Hesse
Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement, M. Müller, ministre fédéral	04.05.2018	87435 Kempten	État libre de Bavière
Ministère fédéral de la Famille, des Personnes âgées, de la Femme et de la Jeunesse, Mme Giffey, ministre fédérale	04.05.2018	24113 Kiel	Schleswig-Holstein
Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement, Mme Flachsbarth, secrétaire d'État parlementaire	04.05.2018	30880 Laatzen	Basse-Saxe
Chancellerie fédérale, M. Hoppenstedt, ministre adjoint	04.05.2018	30853 Langenhagen	Basse-Saxe
Ministère fédéral de l'Éducation, des Sciences, de la Recherche et de la Technologie, M. Rachel, secrétaire d'État parlementaire	04.05.2018	52441 Linnich	Rhénanie du Nord-Westphalie
Ministère fédéral de l'Alimentation et de l'Agriculture, Mme Klöckner, ministre fédérale	04.05.2018	55116 Mayence	Rhénanie-Palatinat
Ministère fédéral des Affaires étrangères, M. Roth, ministre adjoint	04.05.2018	36277 Schenklingfeld	Hesse

Institutions	Dates	Lieu	Land
Ministère fédéral des Affaires étrangères, M. Roth, ministre adjoint	04.05.2018	36205 Sontra	Hesse
Chancellerie fédérale, Mme Merkel, chancelière fédérale	07.05.2018	10249 Berlin	Berlin
Ministère fédéral des Affaires étrangères, M. Roth, ministre adjoint	07.05.2018	23564 Lübeck	Schleswig-Holstein
Chancellerie fédérale, Mme Widmann-Mauz, déléguée du gouvernement fédéral à la Migration, aux Réfugiés et à l'Intégration, ministre adjointe	08.05.2018	72127 Kusterdingen	Bade-Wurtemberg
Ministère fédéral des Affaires étrangères, M. Roth, ministre adjoint / Mme Loiseau, ministre auprès du ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée des Affaires européennes	15.05.2018	10178 Berlin	Berlin
Office de presse et d'information du gouvernement fédéral, Mme Fietz, porte-parole adjointe du gouvernement fédéral	15.05.2018	10785 Berlin	Berlin
Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales, M. Heil, ministre fédéral	25.05.2018	31224 Peine	Basse-Saxe
Ministère fédéral des Finances, M. Westphal, directeur général	08.06.2018	10117 Berlin	Berlin
Ministère fédéral des Affaires étrangères, M. Roth, ministre adjoint	11.06.2018	37269 Eschwege	Hesse
Ministère fédéral des Transports et des Infrastructures numériques, M. Scheuer, ministre fédéral	03.07.2018	10115 Berlin	Berlin
Ministère fédéral de l'Économie et de l'Énergie, M. Altmaier, ministre fédéral	10.07.2018	16225 Eberswalde	Brandebourg
Ministère fédéral des Affaires étrangères, M. Roth, ministre adjoint	18.07.2018	60311 Francfort	Hesse
Ministère fédéral de la Défense, M. Tauber, secrétaire d'État parlementaire	08.08.2018	36381 Schlüchtern	Hesse
Chancellerie fédérale, Mme Merkel, chancelière fédérale	14.08.2018	07749 Iéna	État libre de Thuringe
Ministère fédéral de l'Économie et de l'Énergie, M. Altmaier, ministre fédéral	20.08.2018	82319 Starnberg	État libre de Bavière
Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales, M. Heil, ministre fédéral	21.08.2018	Sur Facebook	Berlin

Institutions	Dates	Lieu	Land
Ministère fédéral de la Justice et de la Protection des Consommateurs, Mme Barley, ministre fédérale	22.08.2018	54294 Trèves	Rhénanie-Palatinat
Ministère fédéral de l'Intérieur, de la Construction et du Territoire, M. Mayer, secrétaire d'État parlementaire	25.08.2018	10557 Berlin	Berlin
Office de presse et d'information du gouvernement fédéral, Mme Demmer, porte-parole adjointe du gouvernement fédéral	25.08.2018	10117 Berlin	Berlin
Ministère fédéral des Finances, M. Scholz, ministre fédéral	26.08.2018	10117 Berlin	Berlin
Ministère fédéral de la Famille, des Personnes âgées, de la Femme et de la Jeunesse, Mme Seifert, secrétaire d'État	26.08.2018	10117 Berlin	Berlin
Ministère fédéral de l'Économie et de l'Énergie, M. Altmaier, ministre fédéral	26.08.2018	10115 Berlin	Berlin
Ministère fédéral des Affaires étrangères, M. Maas, ministre fédéral	26.08.2018	10117 Berlin	Berlin
Ministère fédéral de l'Alimentation et de l'Agriculture, Mme Klöckner, ministre fédérale	26.08.2018	10117 Berlin	Berlin
Mme Grütters, déléguée du gouvernement fédéral à la Culture et aux Médias, ministre d'État	27.08.2018	14794 Genshagen	Brandebourg
Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire, Mme Schulze, ministre fédérale	03.09.2018	48143 Münster	Rhénanie du Nord-Westphalie
Ministère fédéral de l'Économie et de l'Énergie, M. Altmaier, ministre fédéral	04.09.2018	76530 Baden-Baden	Bade-Wurtemberg
Mme Grütters, déléguée du gouvernement fédéral à la Culture et aux Médias, ministre d'État	05.09.2018	53113 Bonn	Rhénanie du Nord-Westphalie
Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire, Mme Schulze, ministre fédérale	13.09.2018	Retransmission en direct sur Facebook	Berlin
Ministère fédéral des Affaires étrangères, M. Annen, ministre adjoint	14.09.2018	20357 Hambourg	Ville libre et hanséatique de Hambourg

Institutions	Dates	Lieu	Land
Ministère fédéral de l'Éducation, des Sciences, de la Recherche et de la Technologie, M. Rachel, secrétaire d'État parlementaire	18.09.2018	52222 Stolberg	Rhénanie du Nord-Westphalie
Ministère fédéral des Finances, M. Scholz, ministre fédéral	18.09.2018	48143 Münster	Rhénanie du Nord-Westphalie
Ministère fédéral des Finances, Mme Hagedorn, secrétaire d'État parlementaire	19.09.2018	23684 Pönitz	Schleswig-Holstein
Ministère fédéral de la Santé, M. Spahn, ministre fédéral	20.09.2018	92637 Weiden	État libre de Bavière
Chancellerie fédérale, Mme Merkel, chancelière fédérale	24.09.2018	30165 Hanovre	Basse-Saxe
Ministère fédéral de la Justice et de la Protection des Consommateurs, Mme Barley, ministre fédérale	25.09.2018	10117 Berlin	Berlin
Ministère fédéral de l'Alimentation et de l'Agriculture, M. Fuchtel, secrétaire d'État parlementaire	25.09.2018	10117 Berlin	Berlin
Ministère fédéral des Affaires étrangères, M. Roth, ministre adjoint	27.09.2018	10963 Berlin	Berlin
Ministère fédéral des Finances, Mme Hagedorn, secrétaire d'État parlementaire	28.09.2018	24943 Flensburg	Schleswig-Holstein
Ministère fédéral des Affaires étrangères, M. Roth, ministre adjoint	28.09.2018	36251 Bad Hersfeld	Hesse
Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire, Mme Schwarzelühr-Sutter, secrétaire d'État parlementaire	30.09.2018	09994 Schönstedt	État libre de Thuringe
Ministère fédéral des Affaires étrangères, M. Roth, ministre adjoint	03.10.2018	10557 Berlin	Berlin
Chancellerie fédérale, Mme Merkel, chancelière fédérale	08.10.2018	54290 Trèves	Rhénanie-Palatinat
Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales, M. Schmachtenberg, secrétaire d'État	08.10.2018	32549 Bad Oeyenhausen	Rhénanie du Nord-Westphalie
Ministère fédéral des Affaires étrangères, M. Peschke, directeur général	11.10.2018	01069 Dresde	État libre de Saxe
Ministère fédéral de l'Éducation, des Sciences, de la Recherche et de la Technologie, Mme Karliczek, ministre fédérale	12.10.2018	10997 Berlin	Berlin

Institutions	Dates	Lieu	Land
Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales, M. Schmachtenberg, secrétaire d'État	18.10.2018	71332 Waiblingen	Bade-Wurtemberg
Ministre fédéral de l'Éducation, des Sciences, de la Recherche et de la Technologie, M. Luft, secrétaire d'État	20.10.2018	76137 Karlsruhe	Bade-Wurtemberg
Ministère fédéral des Finances, M. Scholz, ministre fédéral	22.10.2018	67056 Ludwigshafen am Rhein	Rhénanie-Palatinat
Chancellerie fédérale, Mme Widmann-Mauz, déléguée du gouvernement fédéral à la Migration, aux Réfugiés et à l'Intégration, ministre adjointe	24.10.2018	72074 Tübingen	Bade-Wurtemberg
Ministère fédéral des Finances, Mme Hagedorn, secrétaire d'État parlementaire	24.10.2018	23701 Eutin	Schleswig-Holstein
Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales, M. Heil, ministre fédéral	29.10.2018	15230 Francfort-sur-l'Oder	Brandebourg

Calendrier des universités populaires (UP)

Institutions	Dates	Lieu	Land
UP de Kaarst	04.09.2018	41564 Kaarst	Rhénanie du Nord-Westphalie
UP de Datteln	08.09.2018	45711 Datteln	Rhénanie du Nord-Westphalie
UP de Menden-Hemer-Balve	20.09.2018	58710 Menden	Rhénanie du Nord-Westphalie
UP de Ratingen	25.09.2018	40878 Ratingen	Rhénanie du Nord-Westphalie
UP de Bargteheide	26.09.2018	22941 Bargteheide	Schleswig-Holstein
UP de Rheda-Wiedenbrück	26.09.2018	33378 Rheda-Wiedenbrück	Rhénanie du Nord-Westphalie
UP de Unna Fröndenberg	26.09.2018	59423 Unna Fröndenberg	Rhénanie du Nord-Westphalie
UP d'Erkrath	27.09.2018	40699 Erkrath-Hochdahl	Rhénanie du Nord-Westphalie
UP de Oelde-Ennigerloh	27.09.2018	59302 Oelde	Rhénanie du Nord-Westphalie
UP de Stralsund	27.09.2018	18437 Stralsund	Mecklembourg-Poméranie occidentale
UP de Badische Bergstraße	28.09.2018	69469 Weinheim	Bade-Wurtemberg
UP de Gütersloh	05.10.2018	33330 Gütersloh	Rhénanie du Nord-Westphalie
UP-DVV	09.10.2018	24988 Oeversee	Schleswig-Holstein
UP de Troisdorf	09.10.2018	53840 Troisdorf	Rhénanie du Nord-Westphalie
UP de Höxter	09.10.2018	37671 Höxter	Rhénanie du Nord-Westphalie
UP de Duisbourg	10.10.2018	47051 Duisbourg	Rhénanie du Nord-Westphalie
UP de Grevenbroich	11.10.2018	41515 Grevenbroich	Rhénanie du Nord-Westphalie
UP de Stuttgart	11.10.2018	70174 Stuttgart	Bade-Wurtemberg
UP de Leipzig	16.10.2018	04105 Leipzig	État libre de Saxe
UP de Calw	18.10.2018	75365 Calw	Bade-Wurtemberg
UP de Hanovre	19.10.2018	30159 Hanovre	Basse-Saxe
UP d'Osnabrück	19.10.2018	49076 Osnabrück	Basse-Saxe
UP d'Heide	23.10.2018	25746 Heide	Schleswig-Holstein
UP de Niebüll	24.10.2018	25899 Niebüll	Schleswig-Holstein
UP sud-est	25.10.2018	85521 Ottobrunn	État libre de Bavière
UP de l'arrondissement rural de Burgen	25.10.2018	06618 Naumburg	Saxe-Anhalt
UP d'Oldenburg	25.10.2018	26123 Oldenburg	Basse-Saxe
UP de Brême	26.10.2018	28195 Brême	Ville libre hanséatique de Brême

Institutions	Dates	Lieu	Land
UP d'Hagen	29.10.2018	58089 Hagen	Rhénanie du Nord-Westphalie
UP de Castrop-Rauxel	29.10.2018	44575 Castrop-Rauxel	Rhénanie du Nord-Westphalie
UP de Main-Bingen	30.10.2018	55218 Ingelheim am Rhein	Rhénanie-Palatinat

Calendrier du Mouvement européen d'Allemagne

Institutions	Dates	Lieu	Land
Union d'Europe de Bavière	29.06.2018	86154 Augsburg	État libre de Bavière
Union d'Europe d'Allemagne	12.07.2018	45127 Essen	Rhénanie du Nord-Westphalie
Union d'Europe de Munich	23.07.2018	80799 Munich	État libre de Bavière
Union d'Europe de Bavière	27.07.2018	82110 Germering	État libre de Bavière
Union d'Europe d'Allemagne	30.08.2018	06108 Halle	Saxe-Anhalt
Centre européen de Postdam	06.09.2018	14473 Potsdam	Brandebourg
Forum europolitique	25.09.2018	22769 Hambourg	Ville libre et hanséatique de Hambourg
Union d'Europe de Bavière	28.09.2018	88131 Lindau	État libre de Bavière
Union d'Europe d'Allemagne	11.10.2018	14612 Falkensee	Brandebourg
Association des jeunes fédéralistes européens de Saxe	20.10.2018	09111 Chemnitz	État libre de Saxe
Union d'Europe de Saxe	25.10.2018	07743 Iéna	État libre de Thuringe
Union d'Europe de Saxe	25.10.2018	24118 Kiel	Schleswig-Holstein
Union d'Europe de Brême	27.10.2018	28195 Brême	Ville libre hanséatique de Brême
Union d'Europe, association d'arrondissement de Göttingen	30.10.2018	37073 Göttingen	Basse-Saxe